

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 12/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEHCI RHONE ALPES

205 Route de la Plaine
ZA du Truison
73240 Saint-Genix-Les-Villages

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement TECHCI RHONE ALPES implanté 205 Route de la Plaine ZA du Truison 73240 Saint-Genix-les-Villages. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée le 08/04/2025 dans le cadre du suivi de la mise en demeure du 18/08/2022 pour absence de dispositif de rétention des eaux d'extinction.

Pour rappel, la précédente visite d'inspection de l'établissement avait été réalisée le 26/09/2024 dans le cadre de l'action nationale 2024 « sécheresse ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TECHCI RHONE ALPES
- 205 Route de la Plaine ZA du Truison 73240 Saint-Genix-les-Villages
- Code AIOT : 0006104459
- Régime : Autorisation

La société TECHCI, créée en 1983, est une entreprise spécialisée dans la fabrication de circuits imprimés à forte valeur ajoutée, principalement pour l'aéronautique et le militaire, mais également pour le ferroviaire. Elle dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 octobre 2010.

Par arrêté préfectoral du 18/08/2022, la société TECHCI a été mise en demeure de réaliser un dispositif de rétention des eaux d'extinction incendie.

Par ailleurs, la nouvelle ligne de galvanisation engendre une augmentation du volume des bains affectés au traitement (de 24 m³ à 74 m³), entraînant le franchissement du seuil IED (Directive sur les Emissions Industrielles) pour l'activité de traitement de surface. Un dossier d'autorisation environnementale doit être déposé.

Pour rappel, l'industriel a bénéficié d'une aide de l'État en 2021 dans le cadre du plan France Relance, permettant notamment le remplacement de la ligne de galvanisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	prévention du risque pollution par eaux d'extinction	APMD du 18/08/2022, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie a été réalisé. Les obligations de l'exploitant prévues par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/08/2022 sont désormais respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : prévention du risque pollution par eaux d'extinction

Référence réglementaire : APMD du 18/08/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, confinement eaux extinction
Prescription contrôlée : [...] Réalisation du dispositif de confinement conforme à l'article 20 de l'arrêté du 09 avril 2019 sous 12 mois.
Constats : Un bassin de 1 188 m ³ , situé le long de la façade nord de l'établissement, a été réalisé par l'entreprise FONTAINE TP. Le bureau d'études SOCOTEC, dans son rapport du 09/10/2023, estimait à 1 116 m ³ le besoin en rétention, calculé selon le guide D9/D9A. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan de récolement du bassin de rétention. Suite à la visite, TECHCI a également transmis à l'inspection l'attestation de l'entreprise ALPES GEOS ETANCHEITE du 05/05/2025 confirmant que l'étanchéité du bassin avait été réalisée et contrôlée selon les règles de l'art, et qu'aucune anomalie n'avait été relevée pour l'ensemble des contrôles.
Observations : La gestion des eaux d'extinction devra être intégrée aux procédures incendie ainsi que l'information et la formation du personnel amené à intervenir dès le début de l'événement (actions à accomplir notamment pour la fermeture des vannes). Les équipements mis en place pour la gestion des eaux d'extinction doivent être signalés, entretenus et intégrés aux opérations de maintenance du site. De plus, les solutions de pompage des eaux confinées doivent être anticipées afin de pouvoir intervenir dans les meilleurs délais après le sinistre, voire lors de celui-ci, si le volume d'eau venait à dépasser les estimations.
Type de suites proposées : Sans suite